

-15-

Les Français et l'environnement

Éléments partiels

HERVÉ BRAMY

Depuis la création d'un ministère chargé de cette question au début des années 1970, la protection de l'environnement s'est progressivement imposée dans l'espace public. Toutefois l'action publique recherche en permanence à comprendre quels sont les freins et les leviers à l'action individuelle. Pour y parvenir, le Service de la donnée et des études statistiques (SDES) mène régulièrement des enquêtes auprès des citoyen-ne-s, afin de mieux saisir la relation qu'ils et elles entretiennent avec l'environnement.

Pour tenter de répondre à ces questions, le Commissariat général au développement durable (CGDD) peut s'appuyer sur un dispositif d'enquêtes élaboré à la fin des années 1990 par l'Institut français de l'environnement (Ifen). Quatre enquêtes se sont en effet succédé depuis 1998 afin de quantifier l'appropriation des enjeux environnementaux par les ménages dans leur quotidien⁷¹.

La dernière livraison d'enquête sur les modes de vie et pratiques environnementales des Français⁷² regroupe en six grandes parties des travaux réalisés par les services du ministère de l'environnement, des études statistiques conduites par l'INSEE ou l'Adème. Les résultats de ces enquêtes, consistantes par le nombre de personnes sollicitées, sont commentés par leurs rédacteurs et mêlent d'autres travaux de chercheurs notamment de sociologie. Ce qui généralement donne lieu à une abondante bibliographie.

Dans le temps consacré à la réalisation de cette fiche ; je ne me suis pas livré à une réécriture des

présentations de ces différentes enquêtes volumineuses. Je me suis autorisé à outrageusement prélever des éléments, les moins techniques possible, utiles à notre connaissance. Ces éléments de connaissance ne nous privent pas d'effectuer notre propre analyse politique. Vous retrouverez en italiques nos commentaires.

Pour celles et ceux qui souhaiteraient approfondir ces différents sujets je vous encourage à vous inscrire sur le site du Commissariat général au développement durable www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

PREMIÈRE ENQUÊTE

1/ LA PRISE EN CONSIDÉRATION DE L'ENVIRONNEMENT PAR LES FRANÇAIS : REGARDS RÉTROSPECTIFS⁷³

Solange Martin et Éric Pautard

Le Commissariat général au développement durable (CGDD) peut s'appuyer sur un dispositif d'enquêtes élaboré à la fin des années 1990 par l'Institut français de l'environnement (Ifen). Quatre enquêtes se sont en effet succédé depuis 1998 afin de quantifier l'appropriation des enjeux environnementaux par les ménages dans leur quotidien.

Depuis 2005, la part des Français se déclarant tout à fait d'accord avec l'idée selon laquelle « presque tout ce que nous faisons dans la vie moderne nuit à l'environnement » est restée inchangée : une personne sur cinq porte un tel regard critique sur la modernité.

On observe, depuis 2005 également, une montée des inquiétudes relatives au changement cli-

matique, considéré désormais comme le problème environnemental le plus préoccupant, devant la pollution de l'air.

Parmi l'ensemble des préoccupations environnementales, le « réchauffement ou changement climatique » atteint, en 2017, un niveau très élevé (30 %) comparable aux années 2007 (33 %), 2008 (29 %) et 2015 (33 %).

Autre évolution notable, les Français sont désormais très majoritaires (62 % en 2017 contre 32 % en 2001) à déclarer que les désordres climatiques, telles que les tempêtes ou les inondations en France, sont causés par le changement climatique.

1.2 - Les Français-e-s sont disposé-e-s à agir... mais pas tout seul-e-s

À leur échelle, les ménages sont de plus en plus convaincus de l'intérêt d'agir individuellement. Ainsi, tandis que 41 % des enquêtés jugeaient en 2005 qu'il « ne sert à rien de faire des efforts pour l'environnement si les autres ne font pas de même », ils ne sont plus que 32 % à penser de la sorte onze ans plus tard (I). De même, 57 % des ménages se disent prêts, en 2016, à faire « ce qui est bon pour l'environnement, même si cela coûte plus d'argent », soit quatre points de plus qu'en 2005 mais quatre points de moins qu'en 2011.

« Qui devrait agir en priorité pour la protection de l'environnement ? ». Depuis 2012, ils citent en premier les pouvoirs publics (50 % en 2017, soit trois points de plus), puis les entreprises (28 %, soit 5 points de plus qu'en 2012) et en dernier, les ménages.

Des informations relatives au comportement et aux pratiques des Français en matière environnementale sont étudiées : Tri des déchets, économie d'énergie, comportement d'achat alimentaire ou d'équipements. J'ai fait le choix de ne retenir que les thèmes relatifs à l'alimentation, aux déplacements puis sur les différences d'attitudes et de pratiques entre femmes et hommes, en termes d'âge et enfin entre classes socioprofessionnelles...

1.3 - Sur l'alimentation

En dépit de l'accroissement de l'offre en matière de circuits courts, l'importance accordée par les consommateurs à la provenance géographique des produits alimentaires n'a pas évolué entre 2011 et 2017. À six ans d'intervalle, la proportion de ceux qui disent y faire « toujours » (23 %) ou « souvent » (26 %) attention n'a quasiment pas changé.

Si 55 % des enquêtés se disent prêts à accepter de payer plus pour bénéficier de produits bios (contre 52 % en 2011), la majorité d'entre eux n'envisagent pas une forte augmentation des prix.

1.4 – Se déplacer autrement : une perspective difficile à envisager

La part modale du vélo a plus que doublé entre 2011 et 2016 pour effectuer les trajets domicile-travail. Toutefois, celle-ci reste encore très faible (2 %).

Les raisons pour lesquelles les enquêtés utilisent quotidiennement un véhicule motorisé ont assez peu changé entre 2005 et 2016. En premier lieu, ils citent toujours l'inadéquation de l'offre de transports en commun par rapport à leurs besoins (38 % en 2005 et 40 % en 2016).

En 2017 comme en 2009, la première attente exprimée concerne l'amélioration des transports en commun, en termes de proximité, de fréquence, de sécurité et de confort. Durant la période 2009-2017, cette modalité de réponse a progressé de 30 à 35 %.

Compte tenu de cette dépendance, des progrès restent possibles dans les usages partagés de la voiture et ce, d'autant plus que ces pratiques restent assez peu répandues à ce jour. En effet, ils ne sont que 19 % des Français à faire du covoiturage ou de l'autopartage en 2017, soit un niveau très proche des 18 % de 2012.

Interrogées sur les critères de choix qui ont le plus influé lors de l'achat de leur dernière voiture, les personnes concernées citent d'abord le prix puis la consommation de carburant. En troisième position, les émissions de dioxyde de carbone devançant en 2016 l'esthétique et le design, contrairement à ce qui était observé cinq ans auparavant.

⁷¹ Introduction au cahier spécial Modes de vie et pratiques environnementales des Français - Commissariat général au développement durable - Théma Avril 2018

⁷² Théma : Modes de vie et pratiques environnementales des Français - Commissariat général au développement durable - Avril 2018

⁷³ Ademe/service Economie et prospective et CGDD/Service de la donnée et des études statistiques : Comment les perceptions et les pratiques des Français ont-elles évolué en matière d'environnement depuis deux décennies ?

1.5 – En forme de conclusion : la lente transition des pratiques face à l'urgence environnementale

Soucieux de l'état de l'environnement et préoccupés face aux changements climatiques qui s'annoncent, une majorité des Français se déclare disposé à agir pour l'environnement. Pourtant, les enquêtes montrent qu'ils ne mettent pas toujours en adéquation leurs convictions et leurs actions. Observé de longue date, ce décalage entre la volonté d'agir et la mise en œuvre effective de pratiques environnementales perdure dans le temps. Depuis le début de la décennie, la diffusion des pratiques environnementales semble connaître un ralentissement, comparativement aux efforts enregistrés durant la décennie précédente. À partir de 2010, la tendance est plutôt à une stabilisation ou une régression des éco-gestes au sein de la population. Les effets de la crise expliquent certainement ces évolutions mais pas seulement. L'absence ou l'insuffisance de dynamiques collectives partagées par l'ensemble de la société (entreprises, pouvoirs publics, associations et particuliers) au niveau national mais aussi international, peut également expliquer un certain désengagement des individus qui ne veulent pas porter seuls le poids des solutions à mettre en œuvre. Par ailleurs, la mode, la nouveauté, l'innovation technique restent des aspirations largement partagées, ce qui constitue vraisemblablement un frein à l'évolution des modes de vie.

DEUXIÈME ENQUÊTE

2/ DES ATTITUDES AUX PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES : LES FONDEMENTS SOCIAUX D'UNE ASSOCIATION MODESTE.⁷⁴

Maël Ginsburger et Ivaylo D. Petev

Les intentions déclarées d'agir en faveur de l'environnement se traduisent-elles par des actes ? Il s'agit d'une question capitale pour les politiques publiques qui misent sur la capacité d'action des individus, notamment pour réduire le niveau actuel des émissions de carbone. Le potentiel d'action des individus paraît en effet considérable : environ 72 % des émissions de carbone sont attribuables à la consommation finale des ménages

De plus, leur sensibilité aux enjeux environnementaux est élevée : 96 % des Européens déclarent que la protection de l'environnement constitue un enjeu important, plus de 80 % s'en

sentent personnellement responsables et les trois quarts d'entre eux se disent prêts à agir [Pirani et Secondi, 2011]. Enfin, à l'échelle européenne, on estime la baisse potentielle des émissions de carbones nationales attribuables aux actions individuelles à environ 10 % à 20 % – et sans que cela n'implique une baisse du niveau de vie des ménages

La sensibilité écologique des Français est proche, voire légèrement supérieure à la moyenne européenne citée plus haut.

Ils sont très majoritaires (81 %) à faire le lien entre l'activité humaine et les nuisances environnementales.

36 % des enquêtés envisagent une augmentation de leurs dépenses pour disposer d'une électricité « verte », 57 % pour consommer des fruits et des légumes bis.

Par conséquent, pour que l'impact environnemental des actions individuelles atteigne son potentiel maximal et génère une baisse significative au niveau national de l'empreinte écologique, il est nécessaire que l'adoption de pratiques environnementales concerne à la fois un grand nombre d'individus et un grand nombre de pratiques. Une corrélation entre attitudes et pratiques positive et forte serait donc profitable pour l'environnement. Selon notre analyse, la corrélation entre attitudes et pratiques apparaît positive mais relativement modeste.

Si les Français ont plutôt tendance à traduire leur sensibilité écologique en actes, cette association concerne en fait un nombre limité d'individus et de pratiques

Il suffit ici de tenir compte de ce constat pour comprendre que les « gestes responsables » des individus et des ménages sont largement insuffisants pour réduire l'empreinte écologique de manière significative, en l'absence de changements dans les modes de chauffage, de déplacement, et de consommations de biens durables. Bien évidemment, ces derniers font l'objet de contraintes socio-économiques fortes et inégalement réparties au sein de la population générale.

Les résultats de notre analyse ont remis en question la force et la systématisme de cette logique, les attitudes pro-environnementales n'allant pas nécessairement de pair avec des pratiques réellement réductrices en émissions carbone.

2.1 - Attitudes et pratiques : les différences entre hommes et femmes

Relativement aux hommes, les femmes ont donc des pratiques plus frugales et sont plus critiques à l'égard de la modernité et plus convaincues de l'utilité de l'action individuelle.

Certains auteurs voient dans cette différence entre les sexes le rôle d'une socialisation différenciée qui promeut chez les femmes une sensibilité accentuée pour autrui et pour les générations futures [Dietz, Kalof et Stern, 2002]. Une autre explication peut aussi être avancée : la division sexuée du travail domestique octroie aux femmes, au vu de l'importance des activités domestiques dans les pratiques à l'origine d'émissions carbonées (notamment les « gestes » environnementaux), une place privilégiée en termes de perception des enjeux écologiques et de possibilités d'action au quotidien [Pisano et Hidalgo, 2014].

Par ailleurs, la position des hommes [...] peut s'expliquer par un usage plus intensif de l'automobile (lié à la nature de leurs activités professionnelles, ainsi qu'aux représentations sociales genrées liées à l'automobile), par leur rapport différent à l'alimentation et au corps, ainsi que par leur lien symbolique et pratique à l'argent et à l'investissement. L'ensemble de ces affirmations nécessitent bien sûr davantage d'analyse, qu'il n'est pas possible d'effectuer dans le cadre de cet article.

2.2 - Attitudes et pratiques : les différences en termes d'âge

Les groupes de plus de 47 ans et, en particulier, ceux réunissant des individus âgés de plus de 57 ans sont ceux qui réalisent le plus de gestes environnementaux et se sentent le plus impliqués dans la protection de l'environnement. Cependant, les individus de moins de 47 ans affichent une perception plus critique des effets nuisibles des actions humaines, même s'ils déclarent peu d'actions particulières pour y remédier. Ce constat peut être rattaché à deux types de résultats déjà observés dans la littérature. Le premier concerne les attitudes : les jeunes générations (les individus nés après 1970 et en particulier après 1990) expriment de plus grandes inquiétudes à l'égard de la dégradation de l'environnement, ainsi qu'une plus grande connaissance des enjeux liés et une plus grande croyance dans la réalité du changement climatique. Cependant, ils expriment aussi plus fré-

quemment une forme de pessimisme et une moindre croyance dans la possibilité pour les sociétés modernes de modifier leur mode de vie afin de le rendre soutenable [Stanes, Klocker et Gibson, 2015].

2.3 - Attitudes et pratiques : les différences entre classes socioprofessionnelles

On remarque cependant une assez forte dispersion verticale des groupes de cadres, témoignant de la variété des profils (avec des femmes cadres moins dépensières que les hommes). Cette dispersion est aussi très importante chez les indépendants et, a fortiori, chez les chômeurs qui sont en moyenne très frugaux, mais avec une très grande variabilité selon l'âge et le sexe. À l'opposé des cadres et professions intermédiaires, les employés et les ouvriers ont des attitudes plus critiques vis-à-vis de la modernité et des pratiques plus frugales, probablement en lien avec une contrainte budgétaire plus pressante.

Conclusion

L'association entre attitudes et pratiques favorables à l'environnement est un enjeu crucial pour les politiques publiques visant à réduire l'impact environnemental (et notamment les émissions de gaz à effet de serre) lié à nos modes de vie. Mais cette association est loin d'être systématique et écologiquement cohérente. À travers des variables telles que l'âge, le sexe, et la catégorie socioprofessionnelle, il est possible d'en faire une lecture plus nuancée en prenant en compte la pluralité des logiques menant à adopter et combiner des attitudes et pratiques favorables ou défavorables à l'environnement. En particulier, l'association varie selon le domaine de pratique concernée, la mesure de l'attitude adoptée, et selon la situation socio-économique des individus. Ainsi, alors que l'engagement déclaré en faveur de l'environnement va de pair avec l'intensité des pratiques de tri sélectif ou la consommation de produits issus de l'agriculture biologique, ces attitudes et pratiques environnementales s'accompagnent souvent d'un équipement très important,

⁷⁴ École normale supérieure Paris-Salaise et Centre de recherche en économie et statistique (CNRS-Ensae) mael.ginsburger@ens-cachan.fr ivaylo.petev@ensae.fr

notamment chez les individus les plus âgés et donc les plus installés. Les disparités en termes de genre, d'âge et de position socio-professionnelle dessinent une carte de l'association entre attitudes et pratiques redevenues moins à une « éco-logique » cohérente qu'à des déterminants sociaux et économiques, ainsi qu'à des motivations et des modes de vie différents et parfois opposés.

TROISIÈME ENQUÊTE

3 / POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT, LES JEUNES SE TOURNENT VERS DES TRANSPORTS ALTERNATIFS ET LES PRATIQUES COLLABORATIVES.⁷⁵

Lucie Brice, Patricia Croutte et Sandra Hoibian

Les moins de 25 ans se déclarent moins sensibles à l'environnement que leurs aînés : seuls 26 % des 18-24 ans s'attribuent une note 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7, contre 42 % en moyenne toutes classes d'âge confondues en 2015.

Un des principaux changements tient à l'élargissement géographique des menaces envisagées : dans les années 1970 et 1980, l'accent était principalement mis sur les pollutions locales voire régionales (avec le problème des pluies acides par exemple) ; aujourd'hui, la priorité est donnée aux problèmes concernant l'ensemble des nations : biodiversité, OGM, changement climatique, etc.

3.1 – Leurs fortes difficultés économiques n'entament pas leurs préoccupations par rapport à la planète

Les jeunes sont aujourd'hui confrontés à de nombreuses difficultés économiques. Ils ont, tout d'abord, subi de plein fouet la crise entamée en 2008 : au premier trimestre 2016, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail chez les 15-24 ans s'élevait à 24 %, contre 10 % pour l'ensemble de la population active [Insee, 2016].

La pauvreté touche aujourd'hui beaucoup plus souvent les jeunes (23 % en 2013 contre 7 % des 65 ans et plus) : depuis le début des années 2000, le niveau de vie des jeunes s'est beaucoup moins amélioré que celui des autres classes d'âge.

De fait, les jeunes ont les yeux largement rivés sur la question de l'emploi. Amenés à citer leurs deux principales sources d'inquiétude parmi une liste en comportant onze, ils placent le plus

souvent le chômage en tête de leurs inquiétudes (avec un taux de citations supérieur au taux moyen dans l'ensemble de la population).

Alors que les inquiétudes pour l'environnement des jeunes Français progressaient jusqu'en 2008, l'arrivée de la crise économique fait refluer leur attention à l'écologie.

Seul un jeune Français sur six (17 % exactement) est confiant en la matière, contre 42 % des jeunes Allemands, 47 % des jeunes Américains ou 62 % des jeunes Chinois. L'enquête « Valeur des jeunes » réalisée par l'INJEP et l'ARVAL en 2008 établit que 96 % des jeunes estiment que l'intervention de l'homme a des conséquences désastreuses et 91 % qu'une catastrophe écologique majeure va survenir.

3.2 – Les jeunes doutent cependant de l'impact qu'ils peuvent avoir sur l'environnement

Tout d'abord, les jeunes ont en effet un sentiment particulièrement fort de culpabilité en la matière : ils sont les plus nombreux (86 % vs 78 % en moyenne) à estimer qu'ils pourraient faire mieux ou plus pour assurer le respect du développement durable dans leur vie quotidienne [Hoibian, 2012].

Ensuite, les 15-24 ans doutent, plus souvent que les classes d'âge plus mûres, de l'impact qu'ils pourraient réellement avoir au niveau personnel sur la protection de l'environnement.

3.3 – L'utilisation des ressources naturelles focalise leur attention

Interrogés par la Commission européenne sur les sujets environnementaux qui les inquiètent le plus, les jeunes Français mettent le projecteur sur les ressources naturelles.

La pollution de l'air, d'abord, arrive en tête de leurs réponses. L'épuisement des ressources naturelles inquiète 61 % des jeunes Français, soit bien plus que la moyenne des Français (47 %), des Européens (36 %) ou des jeunes européens (39 %).

3.4 – Les jeunes et l'énergie

En parallèle, assez nettement, en l'espace d'une vingtaine d'années, les moins de 25 ans semblent se détourner du nucléaire, avançant moins souvent qu'en moyenne que « le choix du nucléaire pour produire l'électricité en France présente plutôt des avantages ». En 1994, 52 % des jeunes en étaient convaincus ; ils ne sont

plus que 45 % en 2015, alors que sur la même période, les plus âgés ont tendance quant à eux à s'y montrer de plus en plus favorables. Dans le même temps, les 18-24 ans se révèlent très intéressés vis-à-vis de l'implantation d'éoliennes près de leur domicile : en 2011, 76 % d'entre eux s'y déclaraient favorables⁹ (soit 9 points de plus que l'ensemble de la population). Peut-être y voient-ils un moyen de ne pas changer leurs modes de consommation énergétique ? En effet, seuls 33 % des plus jeunes s'emploient fréquemment à économiser l'énergie chez eux, contre 42 % des Français nés avant le milieu des années 1960 [Pautard, 2017].

3.4 - Les jeunes et les transports

L'Eurobaromètre spécial 416, paru en 2014 et consacré à l'étude de l'environnement, analyse la pratique de huit écogestes et établit que les Français sont, plutôt, de bons élèves en la matière.

La seule exception, notable, concerne les modes de déplacement : 44 % des jeunes européens revendiquent avoir choisi un mode de déplacement plus respectueux de l'environnement (à pied, en bicyclette et en transports publics) au cours du mois précédant l'enquête. La proportion grimpe à 50 % chez les jeunes Français, soit loin devant la moyenne des Européens ou des habitants de l'Hexagone.

3.5 - Les jeunes et la voiture

De fait, en un peu plus de trente ans, les évolutions sur l'usage de l'automobile par les différentes classes d'âge sont très nettes (graphique 8) : les plus âgés (70 ans et plus) ont rattrapé leur retard d'équipement alors que le taux d'équipement des plus jeunes, proche de la moyenne à la fin des années 1970, est de 17 points inférieur aujourd'hui.

Cette évolution peut indiquer un effet de la paupérisation des jeunes, un allongement des périodes transitoires avant la mise en ménage, l'accès au travail, etc. Mais elle peut être également un signal d'une certaine forme de détachement à la possession de l'objet voiture et d'une vigilance à choisir des modes de transports avec un impact plus limité sur l'environnement.

S'ils n'ont pas l'usage, personnellement, d'une voiture, les jeunes ne s'en déplacent pas moins pour autant. Mais ils recourent davantage aux modes alternatifs à la voiture individuelle [Pau-

tard, 2016] : plus de la moitié d'entre eux ont ainsi recouru à du covoiturage pour une courte distance (56 %) et 46 % l'ont déjà pratiqué sur de longues distances (contre respectivement 31 % et 30 % de l'ensemble de la population). 15 % des moins de 25 ans cyclistes utilisent le vélo quotidiennement (contre 5 % en moyenne chez les cyclistes) [Pautard, 2016]. Au demeurant, les jeunes sont à la pointe des usages numériques et des démarches « collaboratives » qui sous-tendent la plupart de ces services [Crouette, Lautié et Hoibian, 2016].

3.6 - des modes d'implication environnementale renouvelés

La question de l'engagement des jeunes fait régulièrement débat. Contrairement à certaines représentations souvent très ancrées, et liées surtout à un retrait des formes conventionnelles de participation politique et sociale, le désir d'engagement et de participation à la vie publique progresse chez les jeunes [Guisse et al., 2016].

[...] les jeunes sont à la pointe des usages numériques et des démarches « collaboratives » qui sous-tendent la plupart de ces services [Crouette, Lautié et Hoibian, 2016].

Les modalités d'expression et de mobilisation prennent de plus en plus de nouvelles formes, de nouveaux contours. 66 % des jeunes ont ainsi utilisé internet au cours des 12 derniers mois, pour lire les opinions d'autres personnes sur des questions de société ou sur des questions politiques. Plus du tiers des jeunes mobilise également internet pour exprimer leur opinion sur des questions de société ou, dans une moindre mesure, sur des questions de politique. Autre indicateur, plus d'un tiers a signé une pétition ou participé à une consultation en ligne au cours des 12 derniers mois [Aldeghi et al., 2016].

Les moins de 15-24 ans se déclarent plus souvent volontaires pour participer activement à des projets liés à la biodiversité (56 %, + 6 points par rapport à l'ensemble de la population), notamment en réalisant des contributions sur internet (13 % vs 5 % en moyenne) ou en s'impliquant sur le terrain dans des actions de proximité (25 % vs 24 %).

⁷⁵ Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) lucie.brice@credoc.fr

En moyenne, 38 % de la population a eu recours à des pratiques réellement collaboratives au cours de l'année écoulée. Les pratiques réellement collaboratives font ici référence aux pratiques impliquant le plus d'échanges, de réelle « collaboration » entre individus (ex. covoiturage, colocation, échanges de service de jardinage, bricolage/ recyclage, échange de savoirs, fab lab). Leur taux s'établit à 46 % chez les 18-24 ans.

Et, de fait, la première motivation à ces pratiques est avant tout financière, notamment chez les jeunes. Mais il semble que les jeunes y voient également un moyen pour reprendre une forme de capacité à agir en matière d'environnement : 26 % considèrent qu'il s'agit de l'avantage principal de ces pratiques, soit 6 points de plus que la moyenne.

NOTRE CONCLUSION :

Lors de l'ouverture au « grand débat » durant les assises communistes de l'écologie Hervé Bramy déclarait :

« Les communistes peuvent-ils se revendiquer d'être écologistes ?

Cette question est loin d'être banale, tant les pré-supposés sur ce que nous sommes sont forts. Contrairement aux idées reçues que nous pouvons nous-même parfois véhiculer, nombre d'adhérent-e-s participent à leur manière à des mobilisations sur le terrain environnemental. Trop souvent, ils et elles participent à des initiatives à l'invitation d'autres mouvements mais sans vraiment affirmer nos propres options écologiques. C'est pourquoi, nous souhaitons que ces assises favorisent l'engagement « décomplexé » d'un plus grand nombre de militant-e-s communistes. Des communistes en aptitude de prendre des initiatives politiques de rassemblements sur tous les terrains environnementaux.

Car les communistes expriment sans ambiguïté leur envie d'écologie. Ils et elles souhaitent que cet enjeu essentiel prenne toute sa place dans le projet communiste du XXI siècle. C'est ce que les deux consultations, l'une citoyenne et l'autre militante, ont révélé. À chaque fois, « l'écologie » occupe une très bonne place parmi les priorités que les personnes interrogées souhaitent voir traiter de façon plus importante par le Parti. Or, les communistes sont comme tou-te-s les autres citoyen-ne-s ; ils et elles formulent leur crainte d'un monde de moins en moins vivable. Là où ils et elles, vivent et travaillent, les communistes constatent les dégradations faites à la nature et aux êtres humains, en perçoivent les conséquences ainsi que la faiblesse des moyens qui y sont consacrés pour remédier à la situation.

Par contre, nous avons une contradiction à résoudre. En effet, lorsqu'on pose cette question aux Français : « parmi les mots suivants, quels sont ceux qui correspondent le mieux à l'image que vous vous faites du communisme, en France aujourd'hui ? » le mot « environnement » n'est cité que par 2 % des personnes interrogées. Soulignons, tout de même, que le communisme est identifié à hauteur de 18 % pour les biens communs. C'est finalement encourageant pour l'avenir de notre combat. »

D'une certaine façon, les adhérent-e-s du PCF sont comme le reste de la population française. Comment traduisent-ils, dans leurs actes personnels et collectifs, leur aspiration politique à ce que le PCF intègre beaucoup plus fortement la question écologique dans le projet communiste du XXIe siècle ? Avec les assises communistes de l'écologie c'est, pour une part, l'enjeu auquel nous tentons de répondre. ★